

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1985.

Art. 5. Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,
H. DE CROO

Le secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

F. 85 — 919

23 AVRIL 1985. — Arrêté ministériel fixant les modalités particulières relatives aux affrètements et aux locations à temps de bâtiments de navigation intérieure conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure pour le transport de conteneurs

Le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu le statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure annexé à l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, interprété et modifié par la loi du 7 septembre 1979, et modifié par l'arrêté royal n° 173 du 30 décembre 1982, notamment l'article 5, alinéas 3 et 4, et les articles 6 et 7;

Vu la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, notamment l'article 1er;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient sans plus attendre de fixer les modalités particulières relatives aux affrètements et aux locations à temps de bâtiments de navigation intérieure conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure pour le transport de conteneurs, afin de permettre à la batellerie de s'intégrer dans ce marché en pleine expansion,

Arrête :

Art. 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- *le Ministre* : le Ministre qui a l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure dans ses attributions;
- *l'Office* : l'Office régulateur de la Navigation intérieure;
- *le Commissaire* : le Commissaire de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;
- *conteneur* : un engin de transport (cadre, citerne amovible ou autre engin analogue) :

1° constituant un compartiment, totalement ou partiellement clos, destiné à contenir des marchandises;

2° ayant un caractère permanent et étant de ce fait suffisamment résistant pour permettre son usage répété;

3° spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs modes de transport;

4° conçu de façon à être manipulé, notamment lors de son transbordement d'un mode de transport à un autre;

5° conçu de façon à être facile à remplir et à vider.

— *les affrètements* : tout affrètement au voyage, tout affrètement pour séjourner, tout affrètement pour séjourner et/ou pour naviguer et toute location à temps de bâtiments de navigation intérieure destinés au transport de conteneurs pour compte de tiers, à l'intérieur des frontières du Royaume.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1985.

Art. 5. Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
H. DE CROO

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

N. 85 — 919

23 APRIL 1985. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor de bevrachting en de verhuring op termijn van binnenvaartuigen afgesloten door bemiddeling van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart voor het vervoer van containers

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, geïnterpreteerd en gewijzigd bij de wet van 7 september 1979 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 173 van 30 december 1982, inzonderheid op artikel 5, lid 3 en 4 en artikelen 6 en 7;

Gelet op de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het past onverwijld de bijzondere voorwaarden vast te stellen voor de bevrachting en de verhuring op termijn van binnenvaartuigen, afgesloten door bemiddeling van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart voor het vervoer van containers, om aan de schipperij toe te staan te worden opgenomen in deze markt in volle uitbreiding,

Besluit :

Art. 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— *de Minister* : de Minister die het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart in zijn bevoegdheid heeft;

— *de Dienst* : de Dienst voor Regeling der Binnenvaart;

— *de Commissaris* : de Commissaris van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart;

— *container* : een transportmiddel (laadkist, losse tank of ander soortgelijk bergingsmiddel) dat :

1° een geheel of gedeeltelijk afgesloten compartiment vormt en bestemd is om goederen te bevatten;

2° een duurzaam karakter heeft en bijgevolg stevig genoeg is om meermalen te worden gebruikt;

3° speciaal is ontworpen om het goederenvervoer via één of meer takken van vervoer, zonder overlading van de goederen zelf, te vergemakkelijken;

4° zodanig is ontworpen dat het kan worden gehanteerd, met name bij de verlading van de ene tak van het vervoer naar de andere;

5° zodanig is ontworpen dat het gemakkelijk kan worden beladen en gelost.

— *bevrachtingen* : iedere bevrachting per reis, iedere bevrachting om te liggen, iedere bevrachting om te liggen en/of te varen en iedere verhuring op termijn van binnenvaartuigen bestemd voor het vervoer van containers voor rekening van derden binnen de grenzen van het Rijk.

Art. 2. § 1er. Pendant une période expérimentale d'un an prenant cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Commissaire est habilité à approuver toute convention qui répond aux conditions suivantes :

1° concerner un affrètement défini à l'article 1er du présent arrêté;

2° être signée conjointement au moins par :

a) un représentant dûment mandaté du donneur d'ordre du transport ou du chargeur;

b) l'un des représentants dûment mandatés de la Commission créée en application de l'article 7 du présent arrêté;

3° prévoir une durée d'application d'un an au maximum.

§ 2. Le Ministre peut suspendre, à la date qu'il détermine, la décision intervenue en application du § 1er du présent article.

Art. 3. § 1er. La convention visée à l'article 2 du présent arrêté peut notamment :

1° fixer le montant du fret à appliquer;

2° fixer les autres conditions qui régissent la formation du prix du transport, sans tenir compte de la réglementation régissant les contrats d'affrètement et les locations à temps conclus à l'intervention de l'Office pour le transport d'autres marchandises;

3° prévoir des conditions particulières auxquelles les affrètements qu'elle régit doivent répondre.

§ 2. La convention approuvée en application du § 1er est :

1° communiquée à tous les signataires;

2° transmise au Ministre ou à son délégué.

Art. 4. La convention visée à l'article 2 du présent arrêté peut déroger aux dispositions de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, à l'exception des articles 5 et 33.

Art. 5. § 1er. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 octobre 1967 relatif au fonctionnement des bureaux d'affrètement à tour de rôle de l'Office, le représentant dûment mandaté du donneur d'ordre du transport ou du chargeur peut, après un appel nominal infructueux à une séance d'affrètement, conclure un contrat d'affrètement en dehors du tour de rôle.

§ 2. Lorsqu'il est fait application des dispositions du § 1er du présent article, le représentant dûment mandaté du donneur d'ordre du transport ou du chargeur doit en informer le chef du bureau d'affrètement concerné.

Art. 6. Sauf lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 5, § 1er, le contrat d'affrètement doit, avant tout début d'exécution, être soumis au visa de l'Office.

Art. 7. Il est créé une Commission pour le transport de conteneurs, dénommée ci-après « la commission ».

Art. 8. La commission a pour missions de :

1° prospecter le marché et promouvoir le transport de conteneurs par des bâtiments de navigation intérieure;

2° conclure des conventions selon les modalités fixées par le présent arrêté;

3° donner un avis motivé et formuler les propositions qu'elle juge utiles au sujet de toutes les questions relatives au transport de conteneurs à la demande du Ministre ou du Commissaire.

Art. 9. § 1er. La commission se compose de trois membres effectifs :

1° deux membres représentant les organisations professionnelles autres que celles groupant les armateurs et appartenant chacun à une organisation professionnelle distincte représentée au sein du comité central des frets instauré en application de l'arrêté ministériel du 20 décembre 1974, tel qu'il a été modifié ultérieurement, déterminant le nombre, la composition et le fonctionnement des comités consultatifs prévus par l'article 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

2° un représentant des armateurs.

§ 2. Chacun des membres effectifs peut se faire remplacer par un membre suppléant.

§ 3. Les membres cités au § 1er et leurs suppléants sont désignés par leur organisation professionnelle respective.

§ 4. Le membre effectif et le membre suppléant représentant les armateurs sont désignés par l'Union de la Navigation continentale.

§ 5. La liste des membres effectifs et des membres suppléants est communiquée au Commissaire.

Art. 2. § 1. Gedurende een proefperiode van één jaar, met ingang van de datum van het in werking treden van dit besluit, is de Commissaris gemachtigd elke overeenkomst goed te keuren die beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° betrekking hebben op een bevrachting bedoeld in artikel 1 van dit besluit;

2° gezamenlijk ondertekend zijn ten minste door :

a) een behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger van de betrokken opdrachtgever van het transport of van de verlader;

b) één van de behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers van de Commissie opgericht bij toepassing van artikel 7 van dit besluit;

3° een toepassingsduur voorzien van maximaal één jaar.

§ 2. De Minister kan, op de datum die hij bepaalt, de bij toepassing van § 1 van dit artikel getroffen beslissing schorsen.

Art. 3. § 1. De overeenkomst bedoeld bij artikel 2 van dit besluit kan inzonderheid :

1° het bedrag van de toe te passen vrachtprijs vaststellen;

2° de andere voorwaarden vaststellen die de prijsvorming van het vervoer regelen, zonder rekening te houden met de reglementering die de bevrachtingscontracten en de verhuring op termijn beheersen, afgesloten door bemiddeling van de Dienst voor het vervoer van andere goederen;

3° bijzondere voorwaarden voorzien waaraan de bevrachtingen die zij beheerst moeten beantwoorden.

§ 2. De overeenkomst die werd goedgekeurd bij toepassing van § 1 wordt :

1° meegedeeld aan alle ondertekenaars;

2° overgemaakt aan de Minister of aan zijn afgevaardigde.

Art. 4. De overeenkomst bedoeld bij artikel 2 van dit besluit kan afwijken van de bepalingen van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting, met uitzondering van de artikelen 5 en 33.

Art. 5. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 2 van het ministerieel besluit van 6 oktober 1967 betreffende de werking van de beurtbevrachtingskantoren van de Dienst, kan de behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger van de opdrachtgever van het vervoer of van de verlader na één vruchteloze naamafroeping op een bevrachtingszitting, een bevrachtingscontract afsluiten buiten de beurtrol.

§ 2. Wanneer de bepalingen van § 1 van dit artikel worden toegepast, moet de behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger van de opdrachtgever van het vervoer of van de verlader er het hoofd van het betrokken beurtkantoor van inlichten.

Art. 6. Behalve wanneer de bepalingen van artikel 5, § 1, toegepast worden, moet het bevrachtingscontract, voor ieder begin van uitvoering, ter visering aan de Dienst worden voorgelegd.

Art. 7. Er wordt een Commissie opgericht voor het vervoer van containers, hierna genoemd « de commissie ».

Art. 8. De commissie heeft als opdracht :

1° de markt te prospecteren en het vervoer van containers door binnenschepen te bevorderen;

2° overeenkomsten te sluiten volgens de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit;

3° een gemotiveerd advies te geven en voorstellen te formuleren die zij nuttig acht met betrekking tot alle kwesties aangaande het vervoer van containers op verzoek van de Minister of van de Commissaris.

Art. 9. § 1 De commissie is samengesteld uit drie effectieve leden :

1° twee leden die de beroepsverenigingen vertegenwoordigen andere dan diegenen die de reders groeperen en elk behorend tot een onderscheiden beroepsorganisatie vertegenwoordigd in het centraal vrachtencomité, ingesteld bij toepassing van het ministerieel besluit van 20 december 1974, zoals het later werd gewijzigd, houdende aantal, samenstelling en werking van de raadgevende comités voorzien bij artikel 6 van de bijlage tot het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart.

2° een vertegenwoordiger van de reders.

§ 2. Elk van de effectieve leden kan zich laten vervangen door een plaatsvervangend lid.

§ 3. De leden vermeld in § 1 en hun plaatsvervangers worden aangeduid door hun respectieve beroepsvereniging.

§ 4. Het effectief lid en het plaatsvervangend lid die de reders vertegenwoordigen worden aangeduid door de Unie der Continentale Vaart.

§ 5. De lijst van de effectieve en de plaatsvervangende leden wordt medegedeeld aan de Commissaris.

Art. 10. La commission élit son président et fixe son règlement d'ordre intérieur. Elle détermine en son sein ceux qui sont habilités à signer les conventions visées à l'article 2 du présent arrêté et en informe le Commissaire.

Chacun des membres peut se faire assister par des experts.

Le président règle les travaux de la commission.

En cas d'absence du titulaire, la présidence est assurée par le membre effectif le plus âgé.

Art. 11. Sur proposition motivée de la commission et lorsque les spécificités d'un affrètement défini à l'article 1er du présent arrêté le justifient, le commissaire peut le libérer de l'intervention des bureaux d'affrètement à tour de rôle.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1985 et cessera d'être en vigueur le 30 avril 1986.

Bruxelles, le 23 avril 1985.

H. DE CROO

F. 85 — 920

29 AVRIL 1985. — Arrêté ministériel relatif à la délivrance de panneaux d'identification des véhicules aux transporteurs de voyageurs par route

Le Ministre des Communications, et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, notamment l'article 30, modifié par les lois des 10 octobre 1967, 23 juin 1969 et 29 juin 1984;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, notamment l'article 20, 4^e inséré par l'arrêté royal du 12 juin 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. La Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars est agréée pour délivrer les panneaux visés à l'article 20, 2^e, et à l'article 21 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, autobus et autocars.

Art. 2. La délivrance des panneaux fera l'objet d'un bordereau dressé par l'organisme agréé. Ce bordereau mentionne le nom et l'adresse du transporteur, la date d'envoi, le nombre et la nature des panneaux. Il doit être transmis le jour même au Ministère des Communications, Administration des transports, direction C2.

Bruxelles, le 29 avril 1985.

H. DE CROO

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 921

30 AVRIL 1985. — Arrêté royal accordant, à la S.A. Philips & MBL Associated, à Anderlecht, une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés dans le cadre d'une expérience d'aménagement du temps de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible, notamment l'article 11;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982, *Moniteur belge* du 20 janvier 1983.

Erratum, *Moniteur belge* du 22 avril 1983.

Art. 10. De commissie verkiest haar voorzitter en stelt haar reglement van inwendige orde op. Zij bepaalt wie er in haar midden gemachtigd is de overeenkomsten voorzien bij artikel 2 te ondertekenen en licht er de Commissaris van in.

Elk van de leden kan zich laten bijstaan door experten.

De voorzitter regelt de werkzaamheden van de commissie.

In geval van afwezigheid van de titularis, wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste effectief lid.

Art. 11. Op gemotiveerd voorstel van de commissie en wanneer de bijzonderheden van een bevrachting bepaald bij artikel 1 van dit besluit het rechtvaardigen, kan de commissaris deze vrijstellen van de tussenkomst van de beurtbevrachtingskantoren.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1985 en houdt op van kracht te zijn op 30 april 1986.

Brussel, 23 april 1985.

H. DE CROO

N. 85 — 920

29 APRIL 1985. — Ministerieel besluit betreffende de afgifte van identificatieborden voor de voertuigen, aan ondernemingen voor personenvervoer over de weg

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 23 juni 1969 en 29 juni 1984

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar, inzonderheid op artikel 20, 4^e, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 juni 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De Federatie van de Belgische autobus en autocarondernemers wordt erkend als instelling belast met de afgifte van de borden bedoeld in artikel 20, 2^e, en in artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar.

Art. 2. Naar aanleiding van de afgifte van de borden maakt de erkende instelling een borderel op. Dit borderel vermeldt de naam en het adres van de vervoerder, de datum van verzending, het aantal en de aard van de borden. Het moet nog dezelfde dag worden toegezonden aan het Ministerie van Verkeerswezen, Bestuur van het Vervoer, directie C2.

Brussel, 29 april 1985.

H. DE CROO

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 921

30 APRIL 1985. — Koninklijk besluit waarbij aan de N.V. Philips & MBL Associated, te Anderlecht, een tijdelijke afwijking wordt verleend van sommige bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen in het kader van een experiment tot aanpassing van de arbeidstijd (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid, inzonderheid op artikel 11;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982, *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 1983.

Erratum, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1983.